

Section départementale du Var

Bourse du travail

13, Avenue Amiral Collet

83000 Toulon

Téléphone : 04 94 93 04 40

Télécopie : 09 70 60 20 27

Mobile : 06 07 85 66 30

Adresse électronique : fsu83@fsu.fr



Déclaration liminaire FSU Var – CSASD du lundi 31 août 2026

Monsieur l'Inspecteur d'académie - DASEN,

La FSU vous souhaite la bienvenue pour votre première présidence d'un CSA SD du Var et vous souhaite, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de la DSDEN, une bonne rentrée scolaire, malgré un climat sous haute tension.

Le Var, comme d'autres régions en France et en Europe, a été durement touché par des incendies dramatiques, dans un contexte de vagues de chaleur interminables et de généralisation de la sécheresse. La FSU exprime toute sa solidarité avec les populations touchées, avec les personnes évacuées et toutes celles qui ont perdu leur logement, leur outil de travail ou une partie de leur cadre de vie. Pour la FSU, il est plus que temps que les gouvernements prennent en compte les alertes de la communauté scientifique, afin de limiter les effets du réchauffement climatique sur les populations et les territoires, par une politique publique volontariste de prévention et de protection – la question de la rénovation du bâti scolaire devenant par exemple une urgence. Avez-vous des chiffres sur les personnels varois, victimes des incendies, ayant activé des dispositifs médicaux, sociaux ou RH, avant ou depuis la note d'information publiée sur l'intranet académique ?

Cet été, comme dans tous les moments de crise, le rôle fondamental des services publics devient plus visible à travers l'engagement de ses agent-es et les dispositifs de solidarités mis en place. Or, depuis neuf ans, les politiques néo-libérales de l'ère Macron ont fragilisé les mécanismes solidaires redistributifs, les services publics et le rôle protecteur de l'État. Les premiers échos du budget 2027 confirment la poursuite du cap austéritaire, source d'inégalités.

Que dire de la campagne honteuse, menée à quelques jours de la rentrée scolaire par le ministère de l'Éducation nationale, au sujet des 3 090 € nets ? Non content d'avoir affaibli la Fonction publique dans tous les domaines (recrutement, santé et protection sociale, égalité

femmes-hommes...),et plus particulièrement l'Éducation nationale, le gouvernement joue avec les caricatures, les ficelles grossières et la manipulation statistique. Non les professeur·es, et les agent·es publics·ques en général, ne sont pas des nanti·es : gel de la valeur du point d'indice, dont les quelques petits soubresauts ponctuels n'ont jamais été à la hauteur d'une inflation galopante ; disparités très fortes entre les femmes et les hommes ou entre débuts, milieux et fins de carrière ; vieillissement du corps enseignant lié au manque d'attractivité des métiers et au recul de l'âge de départ à la retraite ; faveur donnée à l'indemnitaire, au « travailler plus pour gagner plus », parfois incompatibles selon les corps enseignants ou les situations familiales, médicales. Sans parler de l'enjeu salarial pour tous les autres personnels de l'Éducation nationale (administratifs, Psy-EN, CPE...), et plus particulièrement les AED et les AESH, sur la reconnaissance desquels il est désormais indispensable et urgent d'avancer. La FSU appelle donc les agent·es publics·ques à la mobilisation le 29 septembre prochain, afin de défendre leurs carrières et leurs rémunérations.

M. l'IA-DASEN, comme vous pouvez l'imaginer, ce type d'annonces, à quelques semaines des débats budgétaires, montre que le gouvernement ne fait toujours pas de l'Education nationale une priorité et ne va faire qu'attiser la colère des enseignant·es, qui, dès demain, accueilleront leurs élèves dans un contexte scolaire fragilisé par des années de sous-investissement et de politiques éducatives contestées, sans parler des nouvelles problématiques informatiques de failles sécuritaires. Pour la FSU, la baisse progressive du nombre d'élèves est l'occasion historique d'améliorer structurellement les conditions d'apprentissage et d'enseignement. Or, nombreuses sont les classes surchargées qui attendent en cette rentrée les enseignant·es du 1^{er} comme du 2nd degré, ce qui ne permet pas d'accompagner vers la réussite tou·tes les élèves-

Les nouveautés de cette rentrée 2026, derrière une façade médiatique qui ne trompe plus personne, sont dans la continuité de l'idéologie macroniste d'une école purement utilitariste et non émancipatrice. Si la FSU se félicite d'avoir obtenu la fin des groupes de niveaux obligatoires en 6^e et 5^e ou le retour des examens en juin en Bac Pro, le combat est loin d'être gagné pour que l'École abandonne le cap imposé depuis 2017. Dans le premier degré, la FSU dénonce les nouveaux programmes, écrits dans la précipitation, qui imposent un rythme rigide, rompant avec la logique des cycles. Loin de résoudre les difficultés scolaires, ces injonctions et l'imposition de pratiques standardisées ne font qu'aggraver le tri social dès l'école maternelle, en éloignant les élèves des classes populaires de la culture scolaire. Dans le second degré, l'interdiction du téléphone portable au lycée et l'obligation d'une cérémonie commémorative en novembre témoignent de la volonté médiatique de

détourner l'opinion des vrais enjeux de rentrée (effectifs, manque de professeur-es, réformes toujours combattues aux lycées général, technologique et professionnel, etc.). Ces deux mesures, non-concertées, témoignent de la déconnexion du Ministère avec la réalité du terrain. La FSU vous demande, M. l'IA-DASEN, de veiller à ce que les personnels enseignants ne subissent aucune pression, induite par l'impréparation et la précipitation du Ministère, et à ce que les concertations respectent le temps et l'organisation des instances de dialogue social. Il n'y a d'ailleurs aucune urgence à modifier les règlements intérieurs, qui ont été votés en juin-juillet dernier et qui cadrent déjà la problématique du portable, comme le permettait déjà le Code de l'éducation. Concernant la cérémonie commémorative, l'instrumentalisation politique et idéologique de la mémoire est plus que problématique. Au regard du caractère obligatoire, c'est ignorer et mépriser les projets pédagogiques existants dans les établissements et réalisés grâce à l'expertise des enseignant-es. Cette remise en cause de la liberté pédagogique des enseignant-es est contreproductive et inquiétante. La FSU combattrait toute volonté d'imposer un cérémonial pseudo-républicain remettant en cause un esprit critique indispensable et qui ne peut se construire que par l'apprentissage de la réflexion et de savoirs.

Enfin, pour en venir plus précisément à l'objet de ce CSA SD sur les ajustements de rentrée 1^{er} degré, les quelques moyens qui restent à répartir ne permettront pas de créer les postes de remplaçant-es ou d'enseignant-es spécialisé-es nécessaires, ni d'abaisser le E/C. Le Var continuera à s'enfoncer dans le bas des classements nationaux. La promesse d'égalité des chances et d'inclusion est en décalage avec la réalité des moyens insuffisants et inadaptés : la poursuite du déploiement à marche forcée et à moyens constants des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS), malgré leur rejet parlementaire, est un des nombreux exemples de l'aveuglement ministériel.

La FSU ne peut se satisfaire de cette situation et continue à lutter pour l'obtention de moyens permettant un plan de rattrapage pour le département. Partout en France, il faut une tout autre ambition pour l'École et la réussite de toutes les élèves.